

Statement of the Chairman

Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ)

5 May 2022

**Budget performance for the period from 1 July 2020 to 30 June 2021 and
proposed budget for the period from 1 July 2022 to 30 June 2023 for the
United Nations Organization Stabilization Mission in the
Democratic Republic of the Congo
(ACABQ report A/76/760/Add. 4)**

Mr. Chairman,

I am pleased to introduce the report of the Advisory Committee on the United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo on the budget performance for the period from 1 July 2020 to 30 June 2021, and on the proposed budget for the period from 1 July 2022 to 30 June 2023.

For 2020/21, the General Assembly appropriated an amount of \$1,075,338,600 by its resolution 74/286 and decision 74/571, and expenditure amounted to \$1,002,121,600 for a budget implementation rate of 93.2 per cent.

The proposal of the Secretary-General for 2022/23 amounts to \$1,037,277,000 and comprises \$510,727,800 under military and police personnel; \$268,766,800 under civilian personnel; and \$257,782,400 under operational costs. This represents a decrease of 0.5 per cent or \$5,451,900 compared to 2021/22.

The Advisory Committee recommends the approval of the proposals of the Secretary-General for civilian personnel.

National staff are considered critical for MONUSCO's operations, and the Committee reiterates the importance of building national capacity, especially in view of the transition and drawdown of the Mission. The Committee trusts that future budget submissions will present more posts and positions proposed for nationalization, as operationally feasible.

Regarding operational costs, the Advisory Committee recommends reductions under official travel, facilities and infrastructure, ground transportation, air operations, communications and information technology, and other supplies, services and equipment.

The Advisory Committee reiterates its recommendation that the General Assembly request the Secretary-General to present in the budget proposal for 2023/24 the cost-benefit analysis for the retention and the move of services from Entebbe, and details on the actual efficiency gains, including with respect to lump-sum payments for rest and recuperation, as well as further information and associated costs, for retaining the management of facilities and infrastructure in the Regional Service Centre in Entebbe.

In addition, as MONUSCO is a downsizing and transitioning mission, there is a need to present a comprehensive overview of the related operational and financial requirements in the next budget report.

The Advisory Committee recommends that the proposed resources for 2022/23 be reduced by \$2,007,100 to \$1,035,269,900.

Thank you, Mr. Chairman.

Statement of the Chairman

Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ)

5 May 2022

Budget performance for the period from 1 July 2020 to 30 June 2021 and proposed budget for the period from 1 July 2022 to 30 June 2023 of the United Nations Mission in South Sudan

(ACABQ report: A/76/760/Add.7; related Secretary-General's reports: A/76/565, A/76/704)

Mr. Chairman,

Turning now to UMISS, for 2020/21, the General Assembly appropriated an amount of \$1,178,515,100 by its resolution 74/293, and expenditure amounted to \$1,171,901,300 for a budget implementation rate of 99.4 per cent.

The proposal of the Secretary-General for 2022/23 amounts to \$1,122,939,000 and comprises: \$507,492,200 under military and police personnel; \$323,363,700 under civilian personnel; and \$292,083,100 under operational costs. This represents an increase of 0.7 per cent, or \$7,305,100, compared to 2021/22.

The Advisory Committee recommends against the establishment of one Rule of Law (P-4) post and one Senior Electoral Officer (P-5) position. Additionally, the Committee recommends the establishment of one Political Affairs Officer (P-3) as a general temporary assistance position, rather than as a post, as well as the establishment of one Political Affairs Officer (UNV) as a national UNV position. With respect to the 16 positions proposed for conversion, the Committee recommends against the conversion of 8 Security Officer (FS) positions at this stage, and recommends their continuation under general temporary assistance.

The Advisory Committee therefore recommends that the proposed resources for 2022/23 be reduced, including adjustments under operational costs, by \$2,231,300, from \$1,122,939,000 to \$1,120,707,700.

Déclaration du Président

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

5 mai 2022

Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023

Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation

en République démocratique du Congo

(Rapport du Comité consultatif : A/76/760/Add. 4)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de présenter le rapport du Comité consultatif sur l'exécution du budget de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 et le projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

En ce qui concerne l'exercice 2020/21, l'Assemblée générale a ouvert des crédits d'un montant de 1 075 338 600 dollars dans sa résolution 74/286, et les dépenses se sont élevées à 1 002 121 600 dollars, ce qui correspond à un taux d'exécution de 93,2 %.

Le budget proposé par le Secrétaire général pour l'exercice 2022/23 s'établit à 1 037 277 000 dollars, soit 510 727 800 dollars au titre des militaires et du personnel de police, 268 766 800 dollars au titre du personnel civil et 257 782 400 dollars au titre des dépenses opérationnelles. Ce montant représente une diminution de 0,5 %, soit 5 451 900 dollars, par rapport à 2021/22.

Le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant le personnel civil soient approuvées.

Le personnel recruté sur le plan national est considéré comme essentiel pour les opérations de la MONUSCO, et le Comité réitère l'importance de renforcer les capacités nationales, en particulier dans la perspective de la transition de la Mission et de la réduction de ses effectifs. Le Comité espère que les futurs projets de budget présenteront davantage de transformations de postes et emplois soumis à recrutement international en poste et emplois soumis à recrutement local, dans la mesure où cela sera possible sur le plan opérationnel.

En ce qui concerne les dépenses opérationnelles, le Comité consultatif recommande des réductions au titre des voyages officiels, des installations et infrastructures, des transports terrestres, opérations aériennes, des communications et de l'information, ainsi que des fournitures, services et matériel divers.

Le Comité consultatif recommande à nouveau que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de présenter, dans le projet de budget pour 2023/24, une analyse coûts-avantages du maintien des services à Entebbe ou de leur transfert, les gains d'efficacité effectifs, y compris pour ce qui y est du versement d'une somme forfaitaire aux fins des voyages pour les congés de détente, ainsi que des informations supplémentaires et des indications sur le coût du maintien de la gestion des installations et des infrastructures au Centre de services régional d'Entebbe.

En outre, la MONUSCO étant une mission en cours de réduction de ses effectifs et de transition, il est nécessaire de présenter une vue d'ensemble des besoins opérationnels et financiers correspondants dans le prochain rapport budgétaire.

Le Comité consultatif recommande donc de réduire de 2 007 100 dollars le montant des ressources demandées pour 2022/23, pour un total ramené à 1 035 269 900 dollars.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Déclaration du Président
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB)
5 mai 2022

**Exécution du budget de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 et projet de budget
pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023**

*(Rapport du CCQAB : A/76/760/Add.7 ;
rapports correspondants du Secrétaire général : A/76/565, A/76/704)*

M. le Président,

En ce qui concerne la MINUSS et l'exercice 2020/21, l'Assemblée générale a ouvert, par sa résolution 74/293, un crédit de 1 178 515 100 dollars, et les dépenses se sont élevées à 1 171 901 300 dollars, ce qui représente un taux d'exécution de 99,4 %.

Le montant proposé par le Secrétaire général pour l'exercice 2022/23 s'établit à 1 122 939 000 dollars, dont 507 492 200 dollars au titre des militaires et du personnel de police, 323 363 700 dollars au titre du personnel civil, et 292 083 100 dollars au titre des dépenses opérationnelles. Ce montant représente une augmentation de 0,7 % (7 305 100 dollars) par rapport au montant approuvé pour l'exercice 2021/22.

Le Comité consultatif recommande de ne pas créer un poste de spécialiste des questions d'état de droit (P-4) et un emploi de temporaire de spécialiste hors classe des affaires électorales (P-5). Il recommande par ailleurs qu'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de spécialiste des questions politiques (P-3) soit créé, plutôt qu'un poste, et que le poste de spécialiste des questions politiques (Volontaire des Nations Unies) qu'il est proposé de créer soit un poste de Volontaire des Nations Unies recruté(e) sur le plan national. En ce qui concerne les 16 emplois de temporaire qu'il est proposé de transformer, le Comité recommande que l'on ne transforme pas 8 emplois d'agent(e) de sécurité (Service mobile) à ce stade, et que l'on continue à

les financer au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Le Comité consultatif recommande donc que le montant des ressources demandées pour 2022/23 soit ramené de 1 122 939 000 dollars à 1 120 707 700 dollars, soit une réduction de 2 231 300 dollars, résultant en partie de l'ajustement au titre des dépenses opérationnelles.